

Jambon, l'ultranationaliste démocrate

COLLABORATION Le bruit des bottes au sein du gouvernement : les dérapages et les faits

- ▶ Jan Jambon a frayed avec l'extrême droite.
- ▶ Des fréquentations impardonnables, selon ses détracteurs.
- ▶ La vision moins passionnelle des historiens.

Jan Jambon, vice-Premier et ministre de l'Intérieur, ne serait pas seulement le premier nationaliste flamand de l'Histoire à la tête d'un département aussi crucial pour le pays. Dans le camp de l'opposition francophone surtout – la Flandre semble se désintéresser du débat –, on se déchaîne contre l'homme fort de la N-VA au sein du gouvernement. Aux yeux de ses détracteurs, il serait aussi – surtout ? – une personnalité frayant avec l'extrême droite, un nostalgique du Vlaams Nationaal Verbond (VNV) de sinistre mémoire, ce parti nationaliste flamand qui collabora avec l'occupant nazi.

Laurette Onkelinx, cheffe de l'opposition socialiste, a dégainé en évoquant « le bruit des bottes qui résonne dans le gouvernement du pays », accusant Jan Jambon de prendre fait et cause « pour les responsables de l'Holocauste et de fouler aux pieds nos valeurs démocratiques ». Pour Benoît Lutgen, président du CDH, dont le grand-père fut fusillé par les Allemands à un jet de pierre de Bastogne, en décembre 1944, « Jan Jambon n'a pas sa place à l'intérieur d'un gouvernement. »

Ces accusations lourdes de proximité avec l'extrême droite résistent-elles aux faits ? Que reproche-t-on au vice-Premier N-VA ? Trois choses. Primo, ses déclarations sulfureuses sur la collaboration : « Les collaborateurs avaient leurs raisons. » Des propos qu'il corrigera très rapidement en qualifiant la collaboration « d'erreur historique qu'on

ne peut justifier ». Mais le ver était dans le fruit. D'autant que d'autres faits troublants ne plaident pas en sa faveur.

Infréquentable

C'est le deuxième reproche : ses mauvaises fréquentations. Le bourgmestre de Brasschaat est un nationaliste flamand radical. Oui, il a présidé l'OVV – l'Overleg Centrum voor Vlaamse Verenigingen –, cette coupole œuvrant au renforcement de l'identité flamande. Il fut aussi secrétaire politique du VVB, le Vlaamse Volksbeweging (VVB),

association qui plaide pour l'indépendance de la Flandre. En 2009, il crée « Res publica », club de réflexion nationaliste où l'on retrouve des personnalités d'extrême droite comme Bruno Valkeniers, le futur président du Vlaams Belang. Dans la foulée, il signe le manifeste « In De Warande » en faveur de l'indépendance de la Flandre. Jusque-là, pas de quoi vraiment fouetter un chat démocratique. Wilfried Martens fut membre du VVB et d'honorables chefs d'entreprises flamands ont signé le Manifeste pour l'indépendance de la Flandre. On peut être séparatiste flamand et démocrate. Comme on en trouve en Ecosse ou au Pays basque. Des démocrates de gauche cette fois. Non, il y a beaucoup plus troublant...

Jan Jambon a fait partie du Vlaams Nationale DebatKlub – le VNCD –, club créé en 1980 par Jan Brans, ex-collaborateur et bras droit de Staf De Clercq, patron du VNV de sinistre mémoire. Il l'a dirigé de 1995 à 2000, années pendant lesquelles le club a tissé des liens peu recomman-

dables avec l'extrême droite. Il y a vu défiler nombre de ses porte-parole : ceux du Vlaams Blok, de son bras armé militaire, le Vlaams Militanten Orde (VMO)

comme des personnalités étrangères comme Jean-Marie Le Pen. C'était en 1996. Jambon y était présent. Le site « Résistances », « Observatoire de l'extrême droite » vient de révéler que le VNCD avait aussi convié en 1998 un certain David Irving, écrivain anglais négationniste condamné

en Grande-Bretagne et interdit de territoire allemand.

A ces faits avérés, Jan Jambon s'est défendu en se retranchant derrière la liberté d'opinion : « Chacun a le droit d'écouter quelqu'un et de se faire sa religion. Cela ne veut pas dire que l'on partage ses opinions. »

Menteur

Dernier faux pas : il affirme que le VNCD ne baigne pas qu'en eaux troubles et brunes. La

preuve : il a invité Kris Merckx, membre influent du PTB et fondateur de la Médecine pour le peuple, en qualité d'orateur. Pas de chance. L'alibi idéologique ne tient pas. Kris Merckx n'a jamais été invité. Koen Dillen, fils de Karel – fondateur du Vlaams Blok et président du VNDK jusqu'en 2001 –, confirme. C'est le troisième reproche. Celui de menteur. Ça fait beaucoup pour le premier flic du Royaume. ■

DIRK VANOVERBEKE

REPÈRES

De l'informatique à l'Intérieur

Né en 1960 à Genk, diplômé en informatique de la VUB, détenteur d'un master en administration des affaires à Anvers, il dirigeait la Bank Card Company en 2002. Cinq ans plus tard, il succède à la Chambre à Kris Peeters sur les bancs du cartel CD&V/NVA. Bourgmestre de Brasschaat en 2012, il est depuis octobre ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé des Grandes Villes et de la Régie des bâtiments.

les historiens « Francophones, ne renforcez pas l'extrême droite »

Parmi les historiens du mouvement flamand, **Chantal Kesteloot** est une des rares francophones à faire autorité sur la question très sensible de la collaboration, à des années-lumière des clichés d'une Flandre collabo et d'une Wallonie résistante :

« *Que Jan Jambon ait fréquenté des personnalités qui n'étaient pas de grands démocrates est avéré. Il fait partie de la nébuleuse nationaliste. Ses déclarations sur la collaboration étaient maladroites. Mais il appartient à un parti considéré comme démocratique par l'ensemble des forces politiques. Et les réactions parfois caricaturales de la presse ou d'une partie de la classe politique francophone à ses propos cristallisent à nouveau la tension entre Communautés. Sans doute à des fins politiques.* »

La spécialiste du mouvement flamand souligne : « *Sa composante nationaliste rassemble un courant démocratique et un autre, qui tisse des liens évidents avec l'extrême droite et développe un discours d'exclusion de l'autre. Après la Seconde Guerre, ces deux courants se sont retrouvés dans un discours de victimisation qui plonge ses racines dans un passé lointain, celui où la Belgique était dirigée par les francophones. Il a été entretenu ensuite par une série de mythes solides, historiquement non fondés, comme cette histoire du soldat flamand emmené à la bouche parce qu'il ne comprenait pas les ordres des officiers francophones. Tout cela s'est emboîté pour générer un nationalisme flamand anti-belge, victime d'un Etat belge francophone.* »

La Flandre pose un regard différent des francophones sur ceux qui se sont engagés, pendant la guerre, dans la collaboration. « *Quatre ans seulement après la guerre, une série d'éléments du VNV - le parti collaborationniste fondé par Staf De Clerck - ont intégré le PSC-CVP - alors unitaire, dans son opération d'élargissement. En 1969, les provinces flamandes ont offert un prix culturel à Hendrik Ellias, chef du VNV et collaborateur notoire avec l'occupant nazi.* » Comme si, pour nombre de Flamands, ces gens avaient été sanctionnés après la guerre et avaient payé pour leurs fautes. Le caractère antidémocratique de la collaboration est

lissé, se drape du voile d'un certain romantisme. Mais gare aux amalgames. On n'est pas dans le déni de la collaboration défendu par l'extrême droite et le fondateur du Vlaams Blok, Karel Dillen, pour lequel « *il n'y a jamais eu de collaborateurs en Flandre* ».

Chantal Kesteloot regrette la politisation de ce dossier : « *Il y eut des discours royaux prononcés par Baudouin et Albert II qui ont tenté de poser un geste de réconciliation. Lors de la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin de la Guerre,*

dont le comité était présidé par Arthur Haulot, on a cru que ce moment était arrivé. On a raté le coche. Depuis, l'escalade et la sur-enchère ont recommencé. »

De l'autre côté de la frontière linguistique, à Gand, l'Académie royale de langue et de littérature néerlandaises, la première institution en Belgique où le néerlandais sera étudié de manière scientifique, organise mercredi soir un colloque sur le mouvement flamand.

Parmi les orateurs, **Bruno De Wever**, frère du chef de file de la N-VA. A l'issue du débat, il confie : « *Certains racontent n'importe quoi sur les déclarations de Jambon. Que s'est-il passé ? Après avoir dit que les collaborateurs avaient leurs raisons, il a rectifié en condamnant la collaboration. Il a reconnu son erreur. Point final. Je comprends que le traumatisme, pour des raisons historiques, soit plus grand en Wallonie qu'en Flandre, mais les réactions francophones sont disproportionnées. Et dangereuses : elles banalisent le fascisme. Oui, Jambon est nationa-*

liste, séparatiste, de droite et vice-Premier d'un pays dont il veut l'évaporation. Mais il est démocrate. Vous connaissez la définition du fascisme ? Il serait temps de relativiser et d'ouvrir un large débat sur cette période de l'Histoire trop méconnue. »

Parmi les chevilles ouvrières du comité scientifique de l'académie gantoise, l'historien **Frans-Jos Verdoort**. Fondateur du centre de documentation et d'archives du mouvement flamand, il a prononcé un discours crucial en 2000, lors de l'annuel pèlerinage de l'Yser, grand-messe du nationa-

lisme flamand. Cet homme dont les parents furent victimes de la répression après la guerre, s'est publiquement excusé pour les « *erreurs, les fautes d'appréciation et les mésalliances avec le fascisme allemand* » nouées en Flandre 60 ans plus tôt. Pour la première fois, le mouvement flamand déplorait les actes de collaboration. « *A l'époque, certains, dans le mouvement, m'ont traité de crypto-communiste. Moi, enfant de la répression, j'étais qualifié de traître par les membres les plus extrémistes du mouvement flamand. Traître ! C'est le mot le plus répandu dans le vocabulaire des archives du mouvement flamand. L'affaire Jambon ? Il n'a jamais dit que les collaborateurs avaient raison. Moi aussi, j'ai donné des conférences dans ce Vlaams Nationale Debat-Club. Ça ne fait pas de moi un admirateur de Jean-Marie Le Pen.* » **Eric Van de Castele**, enseignant à la *Artevelde Hogeschool* de Gand, est biographe de Hugo Schiltz, personnalité centrale du mouvement flamand. Comme Jan Jambon, l'ancien président de la Volksunie fut aussi vice-Premier. C'était dans un des derniers gouvernements Martens (1988-1991), composé des démocrates-chrétiens, des socialistes et des nationalistes.

« *A la différence de Jan Jambon, Hugo Schiltz, en dépit de ses liens avec la collaboration - il fut membre d'un mouvement de jeunesse favorable à une victoire des nazis qui, selon lui, aurait permis la réalisation des revendications du mouvement flamand, NDLR -, était respecté des francophones, d'Antoinette Spaak à André Cools. Il a rapidement pris ses distances avec l'extrême droite, traitant en 1976 le VMO, bras armé de l'extrême droite, de "punaise" du mouvement flamand. La N-VA a réalisé une opération salutaire en Flandre, en rayant quasiment l'extrême droite de la carte politique. A plusieurs reprises, le Vlaams Belang a tenté d'attirer Jan Jambon sur ses listes. Aujourd'hui, il fusille la N-VA, en lui reprochant sa participation à un gouvernement belge, acte de trahison au mouvement flamand. La N-VA est un parti démocratique. En s'attaquant à Jambon, les francophones font aussi le jeu de l'extrême droite. Prenez garde.* » ■

D.V.